

Paris, le 21 mars 2016

Communiqué de presse

**Les retraité-e-s encore dans la rue le jeudi 24 mars
pour leurs revendications
et pour celles de leurs enfants et petits enfants.**

Les retraites et pensions sont gelées depuis le 1^{er} avril 2013. La conséquence est lourde pour de nombreuses familles et le nombre de personnes retraitées passant sous le seuil de pauvreté s'accroît chaque année. C'est la réalité de la politique menée par le gouvernement, bien plus que les discours qui peuvent être tenus sur la reconnaissance de la société à l'égard « de nos aînés ». Pendant le même temps, des mesures fiscales spécifiques sont venues augmenter l'impôt sur le revenu de personnes retraitées, et particulièrement celui de veufs et de veuves, les rendant imposables et leur faisant perdre le droit à certaines exonérations. La seule explication qui nous est donnée repose sur les difficultés des finances publiques. Ceci est manifestement faux. Si les finances publiques étaient réellement en difficultés, on ne comprendrait pas pourquoi des milliards sont alloués chaque année aux entreprises, particulièrement les plus grandes, au prétexte de l'incitation à la création d'emplois, mais sans contrôles ni garanties, et avec un chômage qui continue d'ailleurs d'augmenter. On ne comprendrait pas non plus comment les gouvernements pourraient poursuivre une politique laxiste à l'égard de la très grande fraude fiscale, ce qui permet à pas mal de multinationales « françaises » d'échapper en grande partie à tout impôt en France. C'est d'ailleurs ce même gouvernement qui engage un combat contre la fraude aux tickets de métro (600 Millions d'euros chaque année), mais qui reste figé face aux 100 milliards de fraude fiscale qui, chaque année, creusent les « déficits publics ».

Pour s'opposer à de tels choix particulièrement inégalitaires, neuf organisations de retraité-e-s ont appelé à une succession de mobilisations et manifestations depuis près de trois ans. La dernière s'est déroulée le 10 mars 2016.

C'est aussi pour s'opposer globalement à une telle politique d'austérité pour le plus grand nombre et d'accaparement des richesses par une minorité que l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) appelle les personnes retraitées à se joindre à toutes les manifestations lancées par « les « actifs » et par « les jeunes », c'est-à-dire par leurs enfants et petits enfants. Nous avons participé aux manifestations du 9 mars et du 17 mars. Et nous appelons à participer aux manifestations qui vont se dérouler dans tout le pays le 24 mars, et très fortement le 31 mars. D'autres choix idéologiques et politiques sont indispensables, et d'autres choix économiques sont possibles par un partage plus équitable du temps de travail et des richesses produites.